

**Témoignage écrit d'Alain-Noël HENRI
en contribution au travail de recherche
historique de M. Sylvain CID**

Valence et La Chapelle sous Huchon, juillet 2006

I. Mon parcours professionnel:

J'ai choisi d'être complet sur cette question, conscient de ce qu'une partie des choses seulement intéresse votre sujet. Mais je préfère vous laisser seul juge de ce qui peut vous être utile. Et puis j'ai profité de l'occasion pour synthétiser l'histoire d'un parcours dont je n'ai eu jusqu'ici l'occasion d'écrire que des fragments. J'ai cependant glissé rapidement sur ce qui est déjà développé dans dans mes interventions au colloque sur le Rucher, que je vous ai communiquées, les renvois étant signalés en rouge ci-dessous.

Après des études secondaires à Paris, j'ai fait une hypokhâgne et une première année de khâgne à Louis le Grand, puis une deuxième année de khâgne à Lyon. Pendant cette période, - surtout à Paris - et sans appartenir à aucune organisation formelle, j'ai été très actif dans les luttes contre la guerre d'Algérie. J'ai été également très impliqué dans l'association d'étudiants des prépas littéraires, l'un des fers de lance de la "minorité" de l'UNEF, qui en cours de route deviendra la majorité, et qui plaidait pour une interprétation très politisée de l'action syndicale; enfin je suis aussi très impliqué dans le "groupe tala" (catholique).

C'est en cours de khâgne à Lyon que je fais le projet romantique de démissionner de la rue d'Ulm sitôt après avoir "intégré", pour m'occuper d'une œuvre utile et laisser derrière moi la spéculation intellectuelle. J'avais d'abord envisagé de partir au Maroc comme instituteur. C'est Jean LACROIX,, mon prof de philo, qui nous parle de l'Éducation Surveillée, et instantanément je choisis cette orientation. Il me donne les coordonnées de Jean CHAZAL, que je monte voir à Paris, et qui me renvoie à Claude KOHLER, à Lyon. Celui-ci m'oriente, non vers l'Education surveillée, mais vers l'un des (nombreux) établissements spécialisés qu'il contrôle: l'Arc-en-Ciel, à Trévoux, fondé par Georges RAYMOND dix ans avant, et qui se définit comme un "Centre de rééducation pour enfants caractériels intelligents". C'est ainsi que je me retrouve pendant les vacances de Pâques 1958 à faire un camp itinérant à vélo avec un groupe de préadolescents.

C'est de nouveau Jean LACROIX qui en mai ou juin me met en contact avec **André VIALLE**. J'ai longuement expliqué tout ce qui s'ensuivit de cette rencontre dans mes interventions précitées.

Entre temps des gens rassis s'emploient à me démontrer que passer l'agrégation me permettrait d'être plus utile que la sortie théâtrale dont je caressais le projet. Je choisis donc de rentrer à la rue d'Ulm, en m'organisant pour mener de front la suite de mes études et l'inscription dans le secteur de l'enfance inadaptée (dont à l'époque l'intelligentsia, qui a été jusque là mon seul horizon social, ignore jusqu'à l'existence: c'est

après 1968 qu'elle commencera à la découvrir).

J'avais en cours de khâgne déjà passé en parallèle deux des quatre certificats de la licence de philosophie. Je passe en septembre 58 le dernier certificat de licence proprement philosophique qui me manque (il était alors interdit d'entrer à l'ENS avec une licence complète), pour qu'il ne me reste à passer que le CES de Psychologie Générale, qui était commun à la licence de psychologie et à la licence de philosophie; je suis ainsi libre pour passer ma 1^e année d'école à entreprendre une licence de psychologie et une licence de sociologie. Subsidiairement je participe très activement à la publication d'une petite revue d'étudiants qui est cette année là mon lien le plus consistant avec mes amis normaliens ou anciens khâgneux, plus quelques autres (dont Michel JACQUEY, encore étudiant en sociologie, qui deviendra plus tard l'un des piliers du Centre de recherche de Vaucresson). Je noue de nombreux contacts, avec André MICHARD, Jacques SÉLOSSE, Bernard LORY, l'ANCE, outre mon implication dans le SCEJ. Je fonde également un cercle d'étudiants intéressés par l'Enfance Inadaptée, "Jeunesse et Société", qui fait venir des conférenciers et rassemble des auditoires de quelques dizaines de personnes.

L'année suivante, je profite de l'obligation universitaire de faire un "Diplôme d'Etudes Supérieures", assez proche de ce qui deviendra ultérieurement la maîtrise, pour retourner dans la région lyonnaise. Je me partage entre un emploi à mi-temps d'éducateur scolaire à l'Arc en Ciel, et une résidence au Rucher, sous prétexte d'une recherche psychosociale sur "la mise au travail des jeunes inadaptés", à partir d'interviews des préadolescents et adolescents du Rucher et de jeunes d'un autre établissement de la région lyonnaise, l'école professionnelle de Sacuny Brignais.

La troisième année est celle de l'agrégation. Elle aurait été une parenthèse si elle n'avait été marquée par la rencontre avec Louis ALTHUSSER. Moins avec le philosophe d'ailleurs, car si sa pensée m'a fortement marqué, ce n'est pas plus que celle de FOUCAULT ou de BACHELARD; ce qui a été au premier plan c'est un aspect bien moins connu de lui: une pratique pédagogique qui a modelé à vie ma pratique de formateur. Pendant deux ans je n'avais pas touché un livre de philosophie (mise à part l'obligation pour le DES de travailler un peu sur SPINOZA, d'où l'image d'Épinal qui circule encore chez les anciens du Rucher, et qui me met en scène absorbé dans la lecture de *l'Éthique* dans la salle à manger commune, avec une nuée de mômes et d'adultes brillant autour de moi). A la lecture de ma première dissertation, ALTHUSSER m'a dit en substance: "Vous ne savez rien. Cela dit, si vous avez le sens du challenge, on peut essayer." Pendant six ou huit mois il m'a fait travailler avec une intelligence et une maîtrise qui me remplit encore d'admiration plus de quarante ans après. Et pour la petite histoire, ou plutôt pour le conte de fées, à la fin de l'année, je sortais premier à l'agrégation...

Il me restait une année dite "d'initiation à la recherche". Comme

la première et la seconde année je l'ai détournée en me partageant de nouveau entre la poursuite de mes études universitaires de psychologie, et de sociologie, et un mi-temps d'éducateur scolaire, cette fois à Paris, au Centre Psychologique et Scolaire dirigé par Gilbert TERRIER: en gros avec la même population qu'à l'Arc-en Ciel, mais en externat et avec un référentiel strictement psychanalytique qui tranchait avec la double référence "scoutisme" et "pédagogie Freinet" que j'avais connue à Trévoux.

Ce sont ensuite, après quinze jours d'enseignement de la philosophie, dix-huit mois de service militaire dans le cadre du Service de Psychologie Appliquée de la marine. Mon premier vrai contact avec la position de psychologue, même si, pour paraphraser l'apophtegme bien connu concernant la justice militaire, la psychologie militaire avait tendance à être à la psychologie ce que la musique militaire est à la musique. J'y ai passé l'essentiel de mon temps à décréter des marins "aptes" à des fonctions diverses dont j'ignorais à peu près tout, mais enfin on ne voit pas défiler deux mille personnes sans s'instruire peu ou prou. Et de temps en temps, des expertises "pénales", le plus souvent liées à de petits délits ou... à des faits d'homosexualité (c'était encore à l'époque un délit relevant de la justice militaire), ou encore des examens psychologiques d'enfants d'officiers supérieurs (petits arrangements amicaux avec le chef de service), permettaient de faire de la vraie clinique.

De nouveau trois mois d'enseignement de la philosophie, et j'intègre le CNRS en octobre 1964, avec un **projet de recherche sur les Maisons d'enfants à caractère social**, dans l'équipe de Paul-Henry CHOMBART de LAUWE. La encore, prétexte pour mieux explorer le champ social du secteur dans lequel j'ai toujours la ferme intention de développer une pratique.

La même année je participe activement, avec notamment Monique ALLIOD, dont je fais la connaissance à cette occasion, au démarrage de la première promotion de **moniteurs-éducateurs à l'EFPP** (école d'éducateurs dépendant de la Catho de Paris).

Mais comme mes attaches principales dans le champ de l'enfance inadaptée se sont développées dans la région lyonnaise (c'est d'ailleurs sur les maisons d'enfants de cette région que j'avais mené mon début de recherche au CNRS), je saute sur l'occasion d'un poste d'assistant en psychologie à l'université de Lyon qui s'ouvre à la rentrée 65. Pendant un an, je garde une partie de mon activité, associative ou de formation, à Paris, bloquant mon service à Lyon sur deux jours, Et je deviens lyonnais à part entière dès la rentrée 1966. Mon plan est alors de garder ce poste universitaire jusqu'à la fin de mon engagement décennal de service public, lié à mon statut d'ancien élève de l'ENS, soit à échéance d'octobre 1968. Je fais sagement les cours qu'on m'attribue sans me demander mon avis, depuis la sociologie aux élèves éducateurs, jusqu'à des TP de psychologie expérimentale en passant par des TD de psychologie de l'enfant. En

parallèle je consacre beaucoup de temps au **GEMESF**, aux échelons local et national, et je travaille à développer le **projet de ce qui deviendra Recherches et Promotion**.

A l'automne 1965, se situe une expérience ponctuelle intéressante. Georges RAYMOND souhaite prendre quelques semaines de réflexion sur sa pratique et me demande de le remplacer trois semaines à la direction de l'Arc-en-Ciel. En réalité je n'y dirige rien du tout, la maison tourne sur sa lancée, je la connais parfaitement, et Georges n'est pas loin au cas où il y aurait à déborder du niveau des affaires courantes. Mais j'y occupe temporairement une place de tiers neutre, les acteurs de l'institution viennent beaucoup me parler, je bénéficie de la confiance de la plupart, si bien que mon intervention devient de l'analyse institutionnelle avant la lettre. Et peu de temps après, à l'initiative cette fois de l'équipe, une demande en bonne et due forme d'un travail de groupe régulier m'est adressée, sous le label, faute de mieux de "dynamique de groupe"(c'est l'une des tartes à la crème de l'époque), mais c'est en fait l'une de mes premières expériences de ce qui s'appellera plus tard "analyse de la pratique". Il y en avait eu quelques autres auparavant, tâtonnantes, soit dans des maisons à caractère social, à partir du GEMESF ou des stagiaires de l'EFPP, soit plus baroques, comme un groupe d'archiprêtres du diocèse de Fréjus autour de leur évêque, pendant mon service militaire à Toulon, ou une groupe de responsables de formation dans les séminaires de la région lyonnaise, qui m'a permis de voir de près les prodromes de la crise qui y éclatera en 1968.

Mai 68, justement, vient en partie bouleverser cette planification de mon avenir à moyen terme. J'y reconnais instantanément tout un foisonnement de pensées et d'aspirations qui m'habitaient comme clandestinement, et dont je ne pouvais même pas jusque là imaginer qu'elles pussent être partageables dans une quelconque inscription sociale. Je me retrouve propulsé en position de leadership au milieu de la trentaine d'étudiants en psychologie qui s'activent fiévreusement dans le mouvement, éprouvant les mêmes choses qu'eux mais, avec dix ans de plus qu'eux, bénéficiant de clés de théorisation qui leur manquent. Un de mes collègues sociologues, lui aussi très engagé, me dira à la rentrée "tu as été leur professeur de politique". Du coup l'université, où je m'étais jusque là copieusement ennuyé, se met à m'intéresser, Mais, si je décide alors d'y rester, — je n'en sortirai que trente ans plus tard — c'est comme sur un nouveau terrain de pratique sociale, à l'encontre de la plupart de mes collègues, dont elle était le bâton de maréchal idéalisé. A vrai dire, le niveau intellectuel et culturel des enseignants que j'y côtoyais, à quelques notables exceptions près, était si éloigné de celui des maîtres que j'avais connus à Paris, que je ne pouvais guère éprouver ce revirement comme un retour à la "maison des savants" dont j'avais voulu "claquer la porte"(Nietzsche). A cet égard la situation changera à partir des années 80 avec des niveaux de recrutement de plus en plus exigeants. Mais dans le même temps, avec un primat de plus en plus incontournable de ce qu'il est convenu d'appeler "la recherche", j'y serai en position de plus en plus

atypique, avec le parti-pris qui y fut depuis 1968 le mien, de ne m'y concevoir que comme formateur.

Trois lignes d'évènements s'amorcent dans l'année universitaire 68-69 qui sont porteuses de conséquences essentielles pour la suite.

La moins importante est que, avec un financement du CTNEAI obtenu grâce à une relation personnelle très confiante avec Bernard LORY, connu dans les années précédentes par l'intermédiaire de mon père, je me lance dans une recherche qui aurait pu être tout-à-fait intéressante si, d'une part, je n'avais sous-estimé les moyens financiers nécessaires dans une proportion qui confinait au ridicule, et si, d'autre part, je n'avais spéculé sur un traitement informatique que personne alors n'était en mesure de mettre en œuvre, et qui paraîtrait aujourd'hui enfantin avec les moyens actuels. Le résultat est que cette recherche resta plantée en cours de route, me mettant en position très délicate avec le CTN pendant plusieurs années, et installant durablement en moi la certitude, fondée ou non, que décidément, je n'étais pas fait pour la recherche scientifique.

La seconde est que le projet de ce qui deviendra RP, déposé au ministère de la Santé Publique au printemps 1967, est littéralement "boosté" par la principale revendication des syndicats de l'Enfance Inadaptée dans le bouillonnement de l'après 68: "l'épongeage" (c'est ainsi qu'on parlait alors) des innombrables éducateurs sans formation par un plan général de formation en cours d'emploi. Cette revendication aboutira aux fameuses "actions d'adaptation". Mais, latéralement, au sens où l'on parle de "dégâts collatéraux", comme notre projet était le seul dans les cartons du ministère à parler de formation en cours d'emploi (pour des raisons tout autres que de rééquilibrage du marché du travail), et qu'il développait même une théorie argumentée de ce mode de formation, il sort d'un coup des tiroirs où il somnolait; et le Ministère nous subventionne et nous agréé dans des conditions administratives qui laissèrent à juste titre pantois le DRASS Rhône-Alpes, tant elles court-circuitaient toutes les procédures administratives. Juste un détail pour illustrer: lorsque j'ai téléphoné au ministère pour savoir comment nous devons procéder pour un dossier de subvention, j'ai appris que la subvention de démarrage nous avait été attribuée... sans avoir été demandée. C'est ainsi qu'en posant les premiers jalons concrets au printemps 69 (lancement de la sélection, location d'un bureau, embauches, réservation pour les sessions d'une MFV proche de Lyon) nous avons pu démarrer en septembre "sur les chapeaux de roue".

La troisième ligne d'évènements est qu'à l'université, m'entêtant sur un projet novateur avalisé en juin par une "assemblée générale" et dont presque plus personne ne voulait entendre parler en septembre parmi les enseignants, je démarre seul à la rentrée 68 deux "groupes d'étudiants travailleurs". Initialement l'idée était d'envoyer travailler tous les étudiants de première année (elle avait été émise par Paul FUSTIER et non par moi

d'ailleurs), en validant leur année à partir d'un journal de bord supervisé par un moniteur, d'un travail de groupe et d'un vague dossier de sciences sociales dont ma mémoire a perdu la teneur exacte. En fait, le dispositif prévu à l'origine pour tous devenant expérimental et ne recueillant l'adhésion que d'un dixième environ des nouveaux inscrits (il avait évidemment de quoi faire peur à de nouveaux bacheliers de 18 ans), l'écrasante majorité des inscrits furent des adultes déjà engagés dans la vie professionnelle. Et je me retrouvai ainsi à adopter une idée dont je n'étais pas l'auteur, pour transposer à l'intérieur de l'Université la même doctrine qui avait présidé au projet de Recherches et Promotion, à savoir la reproduction des pratiques sociales non par un cursus d'études précédant l'entrée sur le marché du travail, mais par une formation en cours de pratique, parce que s'appuyant fondamentalement sur l'analyse des pratiques et l'expérience sociale accumulée antérieurement. A partir de ce point et jusqu'à ma retraite, la quasi totalité de ma pratique professionnelle a consisté à décliner cette idée-force dans divers dispositifs.

Pendant assez longtemps cependant je maintiendrai des enseignements ouverts à tous les étudiants: un enseignement de clinique de première année qui se transformera au bout de quelques années en introduction à la psychanalyse; et, pendant une dizaine d'années, un enseignement d'épistémologie en licence qui sera surtout un espace de réflexion critique sur une grande variété de sujets.

Pour le reste, à partir de 1969, mon temps est presque exclusivement absorbé par Recherches et Promotion (en gros, le jour) et ce "régime étudiants travailleurs" (le soir et le week-end), plus une analyse à Paris.

Au bout de quelques années cependant une diversification apparaît dans chacun de ces deux espaces. A Recherches et Promotion, la loi de 1971 sur la Formation Continue nous apparaît instantanément comme une opportunité parfaite pour prolonger notre conception de la formation, et nous lançons en particulier une offre de groupes d'analyse de la pratique dans la quelle je m'investis personnellement, et à partir de laquelle se développera continûment une activité qui en arrivera vingt ans plus tard à m'occuper la moitié de mon temps dans des cadres très variés: variés par le support juridique (RP, formation continue de l'université à partir du moment où elle se développe quelques années plus tard, ou intervention comme indépendant); variés par le public (à partir du public d'éducateurs, extension progressive à toutes les pratiques sociales, éducatives ou soignantes, y compris les psychologues); variés par le mode d'intervention (analyse de la pratique intra-institutionnelle, analyse institutionnelle, supervisions en groupes de participants d'horizons divers, de professions identiques ou mélangées, supervisions individuelles). Même si j'ai beaucoup élargué, c'est encore aujourd'hui une part non négligeable de ma pratique (sept ou huit heures par semaine).

A l'université, entre 1974 et 1979, je me donne pour stratégie de

développer une filière "pratiques sociales", ce qui se traduit par la création d'un "Diplôme Universitaire de Pratiques Sociales"; une rencontre à Lyon avec Henri Desroches, en tournée pour lancer ce qui deviendra le RHEPS (réseau des Hautes Études des Pratiques Sociales) me donne de grands espoirs - pour la petite histoire c'est moi qui lui suggère l'intitulé "DHEPS". Même si ces diplômes existent toujours, je finirai par comprendre que je me suis lancé là dans une impasse, car je considère comme des échecs la façon dont ces entreprises tournent, de même d'ailleurs que le dispositif "étudiants travailleurs" issu de mon expérience de 1968, dont, trop pris par RP et mon analyse à Paris, j'ai perdu la maîtrise, et dont le succès considérable (jusqu'à 1000 étudiants) se paie d'un abâtardissement très pénible. Il me faudra un peu de temps pour faire l'analyse théorique de ces erreurs.

C'est cette analyse théorique qui me conduit à profiter d'une conjoncture institutionnelle favorable (une sorte de hasard institutionnel qui m'avait propulsé à la direction de l'UER pour résoudre une impasse qui ne me concernait pas), pour mettre sur orbite la Formation à partir de la Pratique en psychologie. Celle-ci a été longuement présentée et théorisée dans un ouvrage collectif¹, je ne trouve pas utile de la présenter ici. Disons seulement que l'impasse, désormais à mes yeux structurelle, d'une filière "pratiques sociales" à l'université me conduit à réinvestir l'entreprise "étudiants travailleurs", avec la conviction maintenant claire que ce ne peut être que sous l'auvent conjoint de la psychologie et de la sociologie que peut se déplier une élaboration des pratiques sociales au niveau de ce que je nomme les "discours d'appui" savants; mais à la réinvestir dans un cadre juridique et administratif beaucoup plus charpenté, pour faire obstacle au "mitage" patient de l'entreprise initiale, celle de 1968, par les modèles traditionnels de l'université.

Dix ans après RP, la FPP fut donc la deuxième "fondation" qui occupa ma vie professionnelle. Par certains côtés, elle en est l'accomplissement, ou plutôt la figure de maturité, comme RP peut en apparaître *a posteriori* comme la figure juvénile. En ce sens que l'invitation faite à chacun d'élaborer dans le même processus sa pratique et son histoire y est la même; mais qu'au terme de la (au demeurant) féconde illusion soixante-huitiste, avec tout ce qu'elle comportait d'évitement maniaque des épreuves de castration, cette nouvelle entreprise se constituait au contraire autour d'une rude confrontation avec l'épreuve de la mise en forme théorique (alors par exemple qu'à RP, le "chef d'œuvre" — le mémoire en vue du DESS — s'épanouissait volontiers dans une écriture poétique).

Jusqu'en 1981, mon temps continue à se partager entre RP et l'université. A cette date, l'évidence m'apparaît que je dois quitter RP — mon idée consciente étant que j'avais trop vu des institutions vieillir, et mal vieillir, avec leur fondateur. Cette prise de distance est progressive. Je laisse

¹ *La formation en psychologie: filiation bâtarde, transmission troublée*, sous la direction de P. Mercader et A.N. HENRI, Lyon, PUL, 2004.

d'abord la direction, tout en conservant pendant plusieurs années mon activité de formateur, quoiqu'à temps de plus en plus partiel, et de plus en plus dans la formation continue. Ce n'est d'ailleurs qu'en 1992 que j'ai renoncé à la dernière fraction de contrat mensualisé avec RP tout en continuant à faire de loin en loin des interventions en vacations ponctuelles. Mais le signe le plus palpable de ma migration vers une position "extérieure" est mon élection à la présidence de l'association (ACFPS) en 1985 ou 1986 jusqu'en 1989.

A l'université, les années de 1979 à 1998 sont marquées par le développement spectaculaire de la FPP, et le lancement d'un ensemble cohérent d'actions en direction des publics engagés dans des pratiques sociales au sens large, mais désormais clairement sous l'enseigne de la psychologie: le tout aboutissant à la création dans le cadre de l'Institut de Psychologie d'un "Département Formation en Situation Professionnelle" dont j'ai assuré la direction jusqu'à ma retraite.

Entre temps, en 1990, s'était ouvert à Valence le cabinet que je partage encore aujourd'hui avec ma femme. Jusqu'en 1998, cela représente deux jours par semaine, dont un tiers en thérapies analytiques, le reste en analyse de la pratique et en supervision. La proportion va s'inverser progressivement, notamment après ma retraite de l'université en 1998. Aujourd'hui, thérapies et analyses représentent environ les trois quarts de cette activité devenue unique.

Plutôt que de répondre à vos autres questions dans l'ordre, car certaines se recourent, j'ai organisé le texte ci-dessous en trois étapes principales, comme un voyage à travers trois couches concentriques de mon champ de pratique de l'époque. Au cœur, la pratique formatrice de Recherches et Promotion; la plus importante à mes yeux, la plus pérenne aussi, mais peut-être pas celle qui intéresse le plus l'historien. La couche suivante, la vie institutionnelle de RP, qui masquait largement la première mais qui, dans mon analyse, la protégeait aussi - et qui n'avait de sens que dans le contexte de l'époque. Enfin la couche la plus extérieure, celle de mon implication, à partir de RP, dans le tissu régional et national de la formation d'éducateurs, puis de "travailleurs sociaux" (puisque c'est vers 1972 que le concept, emprunté à la culture nord-américaine et notamment canadienne, réorganise fondamentalement le secteur).

II. Le cœur: Recherches et Promotion, centre de formation en cours d'emploi

A. Le démarrage

La question de l'origine est, là encore, en grande partie traitée dans les exposés faits à l'occasion des cinquante ans du Rucher, ainsi que ci-dessus. Je n'ajouterai donc ici que ce qui n'y est pas ou y est insuffisamment développé.

En fait trois enchaînements historiques convergent: la lignée originelle, largement traitée dans ces textes; la mutation générale des espaces de pratiques sociales, éducatives et soignantes, qui se traduit par l'opposition entre un "modernisme" et ce qui par contraste apparaît un traditionalisme; enfin les effets de **mai 68**, intervenu entre temps. Ces lignées ne sont pas du tout indépendantes: aussi bien la première que la troisième apparaissent après coup largement (mais pas exclusivement) déterminées par la seconde. J'ai tenté de théoriser cette dernière dans de nombreux textes, dont le plus récent, et le plus accessible, est ma contribution à l'ouvrage collectif sur la Formation en psychologie; si cela vous intéresse je peux vous envoyer les extraits correspondants. Je mentionne le fait, non seulement pour suggérer la grille de lecture interprétative qui est la mienne, mais aussi parce que cette tentative de théorisation était déjà pour l'essentiel formalisée en 1968 (je me souviens l'avoir beaucoup développée dans un séminaire d'épistémologie en 1968-69) et qu'elle a donc été directement active dans la conception de RP, débordant la **thématique originelle liée à mon identification aux pratiques du Rucher**.

Les acteurs: d'abord donc, André VIALLE et moi; le second cercle: André DRECQ, qui avait coanimé avec GIBELIN l'expérience phare du Foyer des Peupliers à Villeurbanne; **Monique ALLIOD**; et Damien RISPAL, que j'avais connu à l'Arc-en-Ciel, et qui avait été l'un des pionniers de la syndicalisation du

secteur, — il avait été notamment un des négociateurs de la CC de 1966. Et j'ajouterai Marie-Claude BARCET, recrutée au démarrage comme secrétaire et qui de cette place eut un rôle non moins considérable que les formateurs, comme d'ailleurs par la suite toutes les secrétaires qui lui ont succédé: Suzon RIVOLIER, Maguy GUERET, Michèle TESSIER.

Le troisième cercle inclut un nombre considérable de personnes recrutées au cours des trois premières années en fonction des besoins dans nos réseaux respectifs. Je joins en annexe une liste, mais l'important ici est plutôt de repérer ces réseaux:

Deux fournirent les plus gros effectifs:

— des éducateurs chevronnés, souvent directeurs (et parmi eux nombre de fondateurs) d'expériences réputées novatrices dans la région: Bernard BICHET, Louise MASSARD, notamment;

— de jeunes psychologues, à partir de deux viviers un peu différents: ceux qui étaient nés entre 1936 et 1943, première cohorte un peu nombreuse des titulaires du Diplôme de Psychologue Praticien de Lyon (**Eric Van der STEGEN**; Hélène BORIE-BONNET, Jacques PRIMOT) et ceux qui étaient encore étudiants en 68 et qui avaient partagé avec moi ce moment fondateur, notamment Marie Françoise PHILIPPE, Michel ROMAIN, et Jean-Michel CHAUVINEAU.

D'autres ne fournirent qu'une ou deux personnes, dont l'impact n'en fut pas moindre pour autant. Je les mentionne à mesure dans la liste ci-dessous.

Les sympathies: au niveau national: nous avions par le GEMESF d'excellents contacts au ministère (Mlle PICQUENARD et Mme PÉCHABRIER), au départ introduits notamment par Pierre COMPAGNON et Mère MARIE-BERNARD. Assez vite cependant, leur remplacement par de nouveaux administrateurs déboucha sur des contacts plus neutres et banalisés. Le DRASS, Jean Marie ARNION, avait antérieurement, comme Inspecteur de la Population, été l'un des plus actifs soutiens d'André VIALLE dans l'aventure du Rucher, et nous bénéficions donc d'un préjugé favorable, même s'il avait été quelque peu heurté par les conditions très irrégulières administrativement de notre démarrage, avec le sentiment qu'il avait eu d'être quelque peu "doublé" par l'administration centrale.

Par rapport aux institutions de formation qui nous avaient précédés, nous connaissions évidemment assez bien l'école de Lyon. Il faut souligner que celle-ci n'était devenue une école à part entière - un IFES - que très récemment - à l'occasion de la la création du diplôme d'État. Jusque là, et depuis 1943, le diplôme était délivré séparément par l'université de Lyon, et par les facultés catholiques, l'une et l'autre assurant l'enseignement théorique, et étant liées pour la formation "pratique" (essentiellement stages et "techniques éducatives") à un Centre de Formation d'Éducateurs géré par l'ARSEA. Je n'ai plus la chronologie précise en tête, mais la transformation du CFE en IFES et la

dévolution au CREAI naissant ont été à peu près contemporaines.

Nous avons d'autre part des liens assez suivis avec les toutes récentes formations de moniteurs-éducateurs, puisque le **GEMESF avait été à l'origine des rencontres nationales périodiques qui ont abouti quelque temps plus tard à la création du CLEME**. C'est d'ailleurs dans ce cadre que nous avons rencontré Marc EHRARD, avec qui les relations sont toujours restées très amicales, et qui, bien qu'évidemment au cœur du dispositif "traditionnel" de formation des éducateurs spécialisés, a toujours été extrêmement ouvert à la discussion, avec la hauteur de vues qui le caractérise.

Évidemment notre arrivée sur le marché régional n'est pas passée inaperçue. Nous étions précédés des remous qu'avaient causés **les propositions structurées d'André VIALLE en 1965**. René MUSSET, recruté juste après, semblait même croire, d'après quelques propos tenus en privé et revenus à nos oreilles, qu'André "voulait sa place". Sans en être sûr, je ne suis pas persuadé qu'à part un petit cercle proche de nous, l'arrivée de RP avait été anticipée par l'ensemble du secteur professionnel local, mais il faudrait retrouver des témoins. Il n'en reste pas moins qu'en diffusant l'annonce de l'ouverture en mai 1969, nous avons reçu assez de dossiers (autour d'une centaine) en deux mois pour organiser en juillet la sélection de 50 à 60 éducateurs en formation sans avoir l'impression de retenir des candidatures médiocres pour remplir les rôles: le réseau a donc remarquablement fonctionné sans période préalable de montée en puissance.

Lorsque les "actions d'adaptation" démarrent, deux ans plus tard, elles sont gérées par un pool regroupant la totalité des établissements de formation de la place de Lyon. Il se trouve que nous venons d'emménager dans des locaux très vastes: c'est donc nous qui les hébergeons, ce qui par parenthèses permettra à de nombreux bénéficiaires du dispositif, y compris parmi ceux que nous avons refusés à la sélection, de se présenter comme ayant été formés à RP... Mais surtout cette proximité créera d'importants liens personnels avec des formateurs envoyés par les autres établissements de formation - et c'étaient souvent comme par hasard ceux qui s'y trouvaient quelque peu en marge. D'ailleurs, à partir de 1973, nous intégrons dans notre équipe Nicole CADIEU, en rupture avec l'école de Moniteurs-éducateurs qui l'employait, et qui fut l'une des figures les plus marquantes de l'histoire de RP. Nous récupérerons également la secrétaire des actions d'adaptation, qui est toujours en poste à RP à ce jour. Ce fut également par cette voie qu'arriva chez nous Hélène BORIE-BONNET, qui dirigea RP de 1983 à 2003.

B. Le processus formatif

1. Le contexte

Sur le modèle de formation, en l'absence au départ de toute réglementation spécifique au cours d'emploi, nous considérons que nous pouvons inventer librement, l'agrément valant à nos yeux aval des pouvoirs

public. En outre, la réforme du diplôme d'État, à peine deux ou trois ans après sa création, pratiquement élaborée par le Comité d'entente (il me semble qu'Étienne Jovignot y avait eu un rôle déterminant), allait parfaitement dans notre sens, et a constitué une "divine surprise", car j'étais quand même, au démarrage, vaguement inquiet des contorsions qui allaient être nécessaires pour raccorder notre pratique aux épreuves prévues dans la première mouture: seule l'épreuve de "psychopédagogie" est restée jusqu'à la première passation du DEES en 1972 un objet bizarre et légèrement dangereux; mais le couple "dossier-mémoire" était parfaitement congruent à notre formation. Pour la petite histoire, c'est un modèle que j'ai ensuite toujours cherché à promouvoir à l'université, et j'ai trouvé catastrophique la réforme qui dans les années 80 a abouti au DEES actuel. Mais je n'étais déjà plus aux affaires à RP...

Quant à l'idée que je me faisais du système de formation des éducateurs au moment du démarrage de RP, elle était sans doute très réductrice, à partir des indicateurs que je possédais sur la formation à Lyon: échos des stagiaires et jeunes professionnels diplômés rencontrés sur le terrain, notamment à l'Arc-en-Ciel; lecture d'un ouvrage publié sous la direction de Claude KOHLER et rassemblant les cours délivrés aux élèves — je ne sais plus si c'étaient ceux de la catho ou de la fac d'État; impressions engrangées en une année d'enseignement de la sociologie, en service commandé; conversations avec André VIALLE...

J'avais le sentiment d'une juxtaposition d'enseignements magistraux de type universitaire, d'ailleurs en général de bonne qualité, chaque intervenant venant délivrer des éléments de sa discipline sans beaucoup se soucier, ni du lien avec les autres disciplines, ni de l'adéquation avec les pratiques effectives sur le terrain. Quant à la formation "pratique", j'en avais retenu surtout les "techniques éducatives", les récits d'après-midis passées à jouer aux barres dans les rues des pentes de la Croix Rousse, et ce que j'ai longtemps résumé d'une formule: "la feutrine et la corde armée". Un peu plus tard, j'y ai entendu parler de "méthodologie éducative", expression qui me paraissait bien renvoyer aux fadaises sur l'éducateur "technicien de la relation", une idéologie techniciste dont je ne voyais pas bien le rapport avec la pratique si inventive, voire géniale, si proche des gamins, si engagée corps et âme, des fondateurs que j'avais pris pour maîtres. Et sur le terrain, le fait d'être passé ou non par la formation me paraissait complètement décorrélé avec la qualité de la pratique.

Cependant, dès la période du GEMESF, la rencontre de personnages comme Marc EHRHARD, ou Micheline RAMPOLDI, puis, plus tard, dans le cadre du Comité d'entente, Étienne JOVIGNOT ou Pierre ALLOING, m'avait fait pressentir que le niveau de la formation pouvait être à certains endroits plus convaincant que cette idée première...

Je peux ici commencer à répondre à la question " Aviez-vous le sentiment que votre centre appartenait à une génération nouvelle d'écoles?". Je pense qu'au départ nous l'aurions bien voulu. Mais assez vite, nous avons eu surtout le sentiment d'être seuls de notre espèce, et, rétrospectivement, c'est encore ce que je dirais... Ce qui n'empêche pas que beaucoup de nos pratiques ont été communes avec d'autres. Et sachant que "seuls" ne veut pas dire

“incompris parce qu’au dessus du lot”, même si les premiers temps il y avait comme une ardente obligation d’être, comme l’a dit un jour Monique ALLIOD avec l’ironie qui s’imposait, “la bonne école”. Avec le recul, des aspects importants de l’histoire me paraissent très critiquables, notamment autour de l’évitement des épreuves de castration et des tendances à la toute-puissance de la pensée et du verbe, que j’ai retrouvées ensuite sur les terrains chez certains de nos anciens dont je n’étais pas toujours fier - même s’il y en eut bien d’autres qui m’ont donné avec la même intensité le sentiment inverse. Ce n’est pas à un historien que j’apprendrai que ce qui produit le meilleur produit aussi le pire. Mais tout jugement de valeur mis à part, je pense simplement que le fondement même de nos pratiques se singularisait par rapport à l’ensemble des autres instituts de formation, y compris nos alliés. Malgré le lent mouvement de normalisation qui affecte toute institution qui prend de l’âge, je crois que RP n’a jamais été tout-à-fait soluble dans le milieu ambiant.

Par exemple nous étions contents que deux autres formations en cours d’emploi démarrent en même temps que nous: Strasbourg, en parallèle avec la voie directe; et surtout la nouvelle école de Rouen, qui avait comme nous le parti-pris de ne faire que du cours d’emploi, et qui en plus était portée par un discours très politique (dans une filiation assez classiquement trotskiste). Mais à l’usage, cette ressemblance n’est pas allée plus loin (ce qui ne nous a pas empêché d’avoir avec eux les meilleurs rapports).

2. Les fondements et le développement des pratiques à Recherches et Promotion

De quoi donc était faite cette spécificité?

J’aimerais, avant de raconter le “palpable” de l’histoire, évoquer des fragments d’écriture poétique qui en disent peut-être encore plus la vérité.

D’abord,— à tous seigneurs tout honneur, —, René CHAR cité par Michel FOUCAULT, dans l’introduction de *l’Histoire de la Folie*, quelques mots que j’ai lus à 23 ans et ai très souvent cités dans mes interventions: “Compagnons pathétiques qui murmurez à peine, allez, la lampe éteinte, et rendez les bijoux. Un mystère nouveau chante dans vos os: développez votre étrangeté légitime”

Un autre, du même, que Monique ALLIOD avait affiché chez elle: “Celui qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égard ni patience”.

Une phrase que j’avais lâchée dans une conversation quand RP était encore dans les limbes, que j’avais complètement oubliée, et que mon interlocutrice m’a rappelée des années après: “J’aimerais que ce soit un endroit où ceux qui n’ont de place nulle part ailleurs soient chez eux”.

Le début d’un poème qui a surgi sous ma plume juste après la première passation du DEES (quand j’étais sous le coup d’une forte émotion, ça partait toujours comme ça à l’époque): “Ce fut le grand rendez-vous des bâtards; la

veillée clandestine au grand jour où se fourbissaient les armes de la revanche”.

Au fil d’un autre, quelques années plus tard” J’irai crocheter au gosier des muets les splendeurs rocailleuses qui y sont enterrées”.

Je ne sais si c’est cela que vous appelez une “philosophie de la formation”. C’en était en tout cas la ligne mélodique. Disons cela en termes plus positifs.

Au démarrage l’idée qui prime toutes les autres, l’organisateur central, c’est: faire dériver, vers le métier d’éducateur, des adultes dotés d’une forte expérience sociale antérieure, et d’une bonne capacité à l’élaboration psychique (même si sur ce dernier point, ce n’est pas dans cette langue là que c’est dit alors; mais déjà la “rigidité” est l’un des facteurs négatifs les plus rédhibitoires à la sélection); et, *a contrario*, le parti-pris quasi offensif d’ignorer au départ tout ce qui pourrait faire référence à des acquis scolaires. Seule nuance, nous choisissons, pour de pures raisons de gestion des effectifs, de recruter la 1^e année deux promotions dont l’une en quatre ans(au lieu de trois en “voie directe”), et l’autre en trois ans réservée d’une part aux moniteurs -éducateurs et d’autre part à ceux qui avaient déjà un bon niveau de culture générale (nous anticipions sur ce qu’on appellera ensuite les “passerelles”). Et corrélativement, de ne jamais traiter ces rescapés de l’École avec la condescendance réservée aux petits pauvres, de toujours s’adresser à eux avec le plus haut niveau d’exigence, y compris intellectuelle.

Bref une sorte d’élitisme à l’envers. J’avais connu à la rue d’Ulm une abbaye de Thélème à l’usage des rejetons les plus choyés de l’*alma mater*. Je me suis débrouillé pour créer sur le même modèle des abbayes de Thélème pour ses rejetons reniés, mais avec le même sentiment que l’on peut donner comme devise “Fais ce que voudras” à un lieu où l’on veille à n’admettre que “gens libères et bien nés”. A noter que, au rebours de la sensibilité la plus chatouilleuse de mes amis soixante-huitards, j’ai ainsi toujours été très attaché à la sélection; nous lui avons dévolu de gros moyens. C’étaient seulement ses critères qui étaient inversés.

En termes proprement pédagogiques, nous n’avions nullement avant le démarrage l’intention de jeter le programme par dessus les moulins. L’innovation était de bannir absolument le modèle d’une juxtaposition de cours suivis dans différentes disciplines, et de lui substituer des “sessions par thème”; le pari était de réussir à balayer à la fois l’ensemble du programme du DEES et toutes les questions importantes qui pouvaient surgir dans la pratique des éducateurs en formation. A l’intérieur de chaque session d’une semaine (à raison de huit dans l’année), se succédaient des demi-journées “théoriques”, souvent avec plusieurs intervenants (mais souvent aussi autour d’un seul), comportant successivement une dominante psychologique, une dominante sociologique et une dominante praticienne, et, en fin de session, une journée de synthèse avec les seuls formateurs, qu’on appelait les “permanents” —emprunt inconscient au langage des partis et des syndicats qui n’avait évidemment rien de hasardeux.

Pour le reste, différents groupes de travail où le plus central, et je crois le plus innovant, était un groupe “d’analyse de la pratique éducative” coanimé par un éducateur et un psychologue. Avec l’élaboration du mémoire au cours de la dernière année de formation, et les entretiens individuels avec les formateurs (toujours à la demande expresse de l’éducateur en formation concerné, et jamais sur convocation), je pense que ces groupes d’APE ont été les espaces nodaux de la formation, même si évidemment le “remue-méninges” en grand groupe des séances “théoriques” y a tenu une place notable.

Ce modèle n’a pas formellement été remis en cause par la pratique de la première année, mais il a été sur certains points essentiels modifié, et surtout repris dans une dynamique qui lui a donné vitalité, cohérence et ampleur, et ce du fait des éducateurs en formation des deux premières promotions. J’ai souvent pensé que les véritables fondateurs, c’étaient eux, notre apport ayant été d’être en permanence attentifs à les entendre, les accompagner, et mettre en forme leurs propositions et leurs requêtes.

Le premier point sur lequel, dès la seconde session, ils imposèrent leur marque, — mais nous les y avons suivis sans aucune réticence, — c’est que le contenu de la session suivante soit discuté avec eux à l’occasion du bilan de celle qui s’achevait. A partir de là volait en éclats l’idée initiale d’une maîtrise technocratique de la succession des thèmes de session, et l’ambition de couvrir un programme que la réforme du DEES venait de rendre de toute façon fictif. A ce point là, et bien plus de ce fait que par l’affirmation, dans les statuts de l’association, d’une autogestion juridique qui ne devait prendre effet qu’au terme de la première année, l’aventure devenait véritablement une aventure commune. Et pour ma part, j’ai tremblé sans le dire à quiconque qu’elle ne mène à un désastre lors de la première passation du DEES trois ans plus tard. C’est dire ce que furent notre soulagement et notre allégresse lorsque à cette session de 1972, non seulement tous nos candidats furent reçus, mais encore ils trustèrent sans difficulté les meilleurs totaux de notes de la région Rhône-Alpes, et il en fut de même les années suivantes.

Était-ce explicite à l’époque, je ne m’en souviens plus: mais nous avions en permanence le souci que ces amarres larguées ne fassent pas du centre de formation un bateau ivre. Je pense avoir beaucoup pesé pour ma part pour obtenir que ce qui s’inventait à mesure soit formalisé dans des textes. C’est ainsi que nous avons abouti dans le second semestre de cette première année à une commission mixte chargée de rédiger un “règlement intérieur”, qui, beaucoup plus qu’un règlement, fut une sorte de charte fondatrice. J’en fus le fidèle secrétaire, y retranscrivant pointilleusement tout ce qui avait été convenu au fil des réunions. Mais j’étais bien conscient, en même temps, qu’en prenant la plume je faisais comme les bourgeois rédigeant les doléances des paysans en 1789: j’imposais ma stylistique, mon système de repères symboliques. Et quelques unes des formules que j’y glissai firent florès pendant des années, notamment les notions de “pédagogie de la mise en présence” et de “coformation permanente”.

La première signifiait de ma part (ce qui n’était sûrement pas le cas, au moins au départ, pour Monique ALLIOD), une extrême méfiance vis-à-vis de

tout ce qui pouvait être “technique pédagogique” formalisée, ou plus précisément d’une idéologie pédagogisante assimilant la pédagogie à une technologie - car bien entendu nous n’étions pas tout-à-fait dépourvus d’astuces et de tours de main... Des années après, dans le cadre de la FPP, j’ai rêvé d’écrire un “Discours de l’améthode”. J’étais, je suis encore convaincu, que ce qui fait effet, dans le processus formatif comme dans le processus éducatif, c’est le système dynamique créé, dans les deux registres indissociables de la culture (des systèmes de signes) et de l’inconscient (des relations d’objet et notamment des identifications), par l’interaction de personnes prises comme totalités concrètes et différenciées par leurs histoires, leurs expériences, et les élaborations qu’ils ont pu en tenter. L’idée de “coformation permanente” n’est qu’une autre formulation de la même chose: l’effet n’est pas restreint au sens unique “formateur→formé”, même si le transfert ne fonctionne évidemment pas à l’identique dans les deux sens. Il fonctionne dans tous les canaux (“formé”-”formateur”, “formé”-“formé”, ”formateur”-”formateur”). Et même quarante ans après, et le travail critique ayant largement fait son œuvre sur les utopies de l’époque, j’atteste que ce n’était pas là construction idéologique préalable, mais bien mise en forme théorique des processus dont nous étions à la fois acteurs et spectateurs.

L’exemple le plus éclatant en fut ce que j’appellerai “l’invention du mémoire”. Lorsque la première promotion a dû se confronter à la fabrication d’un mémoire, eux dont les parcours scolaires avaient été en majorité heurtés et/ou précocement interrompus, nous avons commencé par des suivis assez classiques - accumulation de matériaux, mises en ordre par tâtonnements, émergence du fil directeur, collages de fragments, polissage des soudures ou réécritures et enfin toilette du texte. Bien entendu pour certains cela ne marchait pas mal, d’autres butaient sur d’incontournables résistances à l’écriture. L’un de ceux-ci, - l’un de ceux, comme par hasard, qui étaient passés eux-mêmes dans les meules et les tamis de l’appareil d’assistance à l’enfance et de rééducation, approchait dangereusement de l’échéance sans dépasser le stade de fragments minuscules écrits en langue de bois et inutilisables. Jusqu’à ce qu’un matin je trouve en arrivant son directeur de mémoire, André DRECQ (celui-là même qui nous rabattait les oreilles de son “petit certificat d’études”...), presque hilare, quoique un peu interdit, nous tendant un paquet de pages. “C’est le mémoire de Guy”. En une nuit, d’un jet, il avait écrit ce qu’il avait à écrire, une autobiographie douloureuse qui donnait sens à la trajectoire dont la candidature au DESS était l’aboutissement.

Non seulement nous l’avons accepté, mais le jury n’a fait aucune difficulté pour le valider. Plus encore, il a été le point de départ sur une théorisation de la fonction de l’écriture dans le processus de formation, comme acte majeur du procès de réappropriation de son histoire, à partir de ses points souffrants - théorie elle-même enchâssée dans l’idée majeure que c’est à partir de cette réappropriation de son histoire et surtout de l’élaboration de ses points souffrants que l’on est de quelque utilité comme éducateur pour des sujets eux-mêmes souffrants.

Ce n’est que beaucoup plus tard que nous avons eu connaissance de la

technique des “histoires de vie” comme instrument d’investigation sociologique, et a fortiori de son utilisation secondaire en formation d’adultes. Pour ma part en tout cas mon souci a été plutôt sur ce point que la pratique du mémoire ne soit pas confondue avec elle. Ce “genre littéraire” très particulier qui s’est imposé au fil des années n’a jamais été un genre imposé du fait d’une ruse pédagogique, même si la proposition doit être nuancée, car évidemment la lecture des mémoires des années précédentes influençait les promotions suivantes, et l’expérience des années passées modelait les pratiques de guidance des formateurs. Comme toujours ce poids de ce qui devenait une culture commune faisait langue d’Ésope: à la fois source d’autorisation et inducteur de résistances.

Il fallait assez souvent faire barrage à d’assez plats et complaisants épanchements narcissiques. Il fallait tout aussi souvent rappeler que rien n’obligeait à “parler de soi” si l’on n’en avait pas envie, sachant bien que le plus souvent (mais pas toujours), le processus se reconstituerait de lui-même, les bribes d’écrits accumulés dans le désordre s’ordonnant spontanément comme la poussière stellaire aux abords d’un trou noir, tournant autour d’un point aveugle en s’en rapprochant de plus en plus: jusqu’à ce que s’impose, souvent sous la forme d’une page-clé, une énonciation du point souffrant majeur souterrainement à l’œuvre à la fois dans le travail d’écriture et dans la dimension contretransférentielle de la pratique. Le mémoire alors s’ordonnait souvent selon un va et vient entre récits de la pratique professionnelle et récits autobiographiques, parfois liés par de la production théorique, et plus souvent par de l’écriture poétique - et en de nombreuses occurrences magnifiquement poétiques...

Pour conclure sur la pratique de formation, d’une formule qui ne m’est venue que récemment, je dirais que ce qui est sorti, au fil des premières années, d’une gangue qui déjà le contenait implicitement, c’est, comme je l’ai déjà souligné lors du colloque sur l’histoire du Rucher, une conception de cette pratique comme identique à une conception de la pratique d’éducateur. Autrement dit former à prendre soin des autres en prenant soin de celui qui prend soin. Et un “prendre soin” consistant en l’occurrence à permettre cette réappropriation l’histoire personnelle par le travail de la pensée, et, par cette réinscription dans une généalogie symbolique, à amorcer un processus de transmission par identification.

III. L'autogestion

L'autre aspect important et spécifique de Recherches et Promotion fut l'autogestion. Je me suis fait souvent un plaisir de rappeler qu'elle était déjà mentionnée dans le projet initial, déposé au ministère au printemps 1967. Un an avant 1968 ce n'était pas encore dans l'air du temps, et rares, surtout dans le secteur, étaient ceux qui avaient assez de culture politique pour connaître le système yougoslave.

Je développerai plus loin ma méfiance viscérale envers les conseils d'administration composés de notables traditionnels. Cette défiance avait évidemment une racine inconsciente personnelle dont l'intérêt historique est mince. Mais elle s'était aussi nourrie de la coexistence d'une culture marxiste (être "propriétaire de sa force de travail") et d'une allergie à l'appareil du parti communiste (au delà de mes attaches chrétiennes de l'époque, le centralisme démocratique et l'interdiction de penser par soi-même m'étaient insupportables - à vrai dire je n'ai jamais pu supporter aucune orthodoxie). Toute la mouvance marxiste non-communiste, (l'équipe d'*Arguments*, Pierre NAVILLE, Cornelius CASTORIADIS, etc.) m'avait ainsi intéressé, sans cependant que j'aie été plus loin que quelques lectures, et de façon beaucoup moins centrale que Mounier et la mouvance personaliste.

Mais, si je me souviens bien, l'idée de l'autogestion m'était venue alors que l'essentiel du projet était écrit, un peu comme une bonne idée rigolote, une cerise sur le gâteau, un petit plaisir que je me faisais à moi-même. Et André VIALLE avait acquiescé sans réaction particulière. La suite lui confèrera dans notre histoire un rôle d'une bien autre ampleur.

Comme je vivais avec l'idée (juridiquement discutable, mais ça je ne l'ai appris que dans l'effervescence de l'après-soixante-huit), que la loi interdisait aux salariés d'administrer une association, il restait à imaginer l'association comme une association d'usagers. Il suffisait d'inclure dans les statuts une période provisoire confiant l'administration à quelques amis sûrs s'engageant à nous suivre en tout et à laisser la place au bout d'un an. Nous nous réunîmes quand même avec eux une fois pendant l'année 69-70. C'était dans le salon de Jean Lacroix, le président. Ce fut une agréable conversation entre amis. Ils nous ont fait expliquer ce que nous faisions pour satisfaire leur curiosité personnelle... Je me rappelle André DRECQ sortant hilare de cette soirée en disant; " je n'ai jamais vu de réunion de Conseil d'Administration comme ça".

Sur le papier l'idée d'association d'usagers, c'était séduisant. Dans l'après-coup, il m'est aujourd'hui évident que l'idée était folle; instituer une dépendance croisée entre formateurs et formés, les uns dépendant juridiquement des autres, les autres dépendant psychiquement des uns, aurait créé un nid d'effets pervers en regard duquel les établissements dépendant d'associations de parents auraient fait figure de paradis de simplicité.

De toute façon, ces premiers statuts subirent le sort de la constitution de l'an I: André DRECQ, avec son bon sens inoxydable, réclama que les formateurs aient leur place dans l'administration de l'association. On changea donc les statuts, créant plusieurs collèges, dont un de deux personnalités extérieures cooptées, parmi lesquelles furent toujours choisis les présidents successifs; preuve que nous savions ne pas partir à l'aventure sans quelques équipements de sécurité. Comme souvent, la seule existence symbolique d'un garant externe potentiel suffisait à éviter qu'on y ait recours, car je n'ai pas souvenir que ces présidents successifs aient eu à jouer un rôle réel, d'arbitrage au autre — au moins jusqu'en 1988, date d'une crise extrêmement grave à la suite d'une lubie d'une petite bureaucrate de la DRASS qui se prenait pour une bâtisseuse d'empire, et qui, ayant imaginé de fermer une des écoles de la région, avait fini par conclure, après avoir cherché des mois, que nous étions les plus faciles à étrangler. On peut dire que sur ce point, elle n'a pas été déçue du voyage, mais nous sommes là bien loin du cadre chronologique de votre étude.

Quelques années plus tard, le dispositif se précisait par l'institution d'une autonomie des promotions, réclamée par les éducateurs en formation. Comme en outre, dès 1971, nous avions "recueilli" dans l'association Loire-Promotion, (l'école qu'avait créée Edouard RAVON à St Étienne, sur un projet initial en tout point identique au nôtre), parce que l'agrément lui avait été refusé (elle devenait ainsi pour les pouvoirs publics une "antenne" de RP), nous arrivions à une structure à trois étages: des assemblées de promotion réunissant indistinctement formateurs et éducateurs en formation; un Conseil du centre fédérant les promotions et les organes communs; et les organes de l'association (CA et AG), confédérant de fait RP et LP.

J'ai alors pesé de tout mon poids pour qu'il ne s'agisse pas d'une autonomie "pour jouer": en clair qu'elle s'étende à une réelle autonomie financière, avec ventilation des budgets. À vrai dire, il me semble après coup que le résultat fut inverse de celui que je recherchais. Les éducateurs en formation dans leur majorité résistaient sourdement à cette obligation d'intervenir dans la gestion, s'y pliaient d'assez mauvaise grâce. Bien qu'il s'agisse de véritables francs, j'ai plutôt l'impression qu'il s'y passait la même chose qu'avec les monnaies fictives dans les républiques d'enfants. Ou, pour prendre une autre comparaison, que ce jeu économique avait un réel et puissant effet formateur. Mais que l'idée première butait sur deux obstacles majeurs. L'un, réel, qui est que dans un système où certains passent un temps limité, même assez long, alors que d'autres restent, le pouvoir tend à être monopolisé par les seconds, tout simplement parce qu'ils bénéficient d'une expertise cumulative. L'autre, symbolique, qui rejoint l'objection dirimante développée ci-dessus, *ex post*, à une association d'utilisateurs, est qu'il y avait de l'injonction paradoxale à leur demander de s'emparer d'une fonction qu'on pourrait dire régaliennne, et qu'inconsciemment ils nous attribuaient de droit.

J'avais déjà observé le fait en 68 et les années suivantes à l'université: les étudiants y réclamaient une place dans les lieux de pouvoir, mais dès qu'ils l'avaient obtenue s'empressaient de la désertir. Toutefois le processus fut à RP beaucoup plus constructif. La taille de l'institution était sans commune mesure; la moyenne d'âge était d'au moins 10 ans plus élevée (même si la formation d'adultes, ponctuant massivement ce qu'on appellera plus tard "crise de milieu de vie", est un temps et un espace de régression non moins massive); enfin les éducateurs en formation étaient affectivement très proches des formateurs, et étaient beaucoup moins enclins à développer ce mélange d'absentéisme, de méfiance démesurée, de conduites de prestance et de logomachie qui rend si difficile dans les assemblées universitaires le travail avec les délégués étudiants. Ils n'ont jamais cessé de "coller" au processus, là où les jeunes étudiants des universités se protègent en désertant. Cela dit, en consultant l'ouvrage publié à l'époque par Paul FUSTIER, précisément sous le titre de *Pouvoir et Formation*, et qui analyse sans les nommer les deux écoles lyonnaises où il intervenait également, vous auriez sur la question un point de vue moins partial que le mien.

Du reste, si l'autogestion avait sur les éducateurs en formation un effet surtout formateur, je pense que c'est en fin de compte la communauté des salariés qu'elle a le plus marquée, car elle l'a différenciée en profondeur des équipes fonctionnant dans la dépendance d'associations gestionnaires classiques. L'un de nous, Michel ROMAIN avait même émis l'idée de nous transformer en SCOPE, et si nous ne l'étions pas juridiquement, nous l'étions en fait sociologiquement.

D'une part, chacun se sentait effectivement responsable, en tant que membre du collectif, du destin commun (au moins parmi les formateurs et les administratifs, car le cuisinier et la "femme de ménage", bien que traités formellement comme les autres salariés, se sentaient et sans doute étaient dans la dépendance classique vis-à-vis d'un employeur). Les discours sur l'autonomie qui font partie de la langue de bois des éducateurs m'ont toujours fait rire. On est autonome quand on n'a personne de qui attendre qu'il veille à votre survie ou votre bien-être. Un analyste définissait jadis en privé la psychanalyse par la maxime "Comme on fait son lit on se couche, et personne ne viendra vous border". C'eût été une bonne définition de l'autogestion.

Les relations entre nous n'étaient pas déterminées par les classifications de nos emplois. Nous les considérions comme des fictions à usage externe. J'avais coutume de dire "Ici, chacun pèse exactement de son propre poids"; formule dont j'avais découvert avec la plus grande surprise qu'elle terrorisait, par exemple, Suzanne de LATOUR. Pour moi elle était symbole de liberté. Nos compétences étaient très complémentaires. C'était surtout flagrant dans la toute première équipe. Les deux André avaient le poids de leur prestige d'éducateurs chevronnés, plus dans le style "père noble" pour André VIALLE, dans le style "ordonnateur de la vie quotidienne" pour André DRECQ; Monique était une vieille routière de la pédagogie et de la formation; Damien maîtrisait parfaitement l'environnement juridique et institutionnel de la pratique; et Marie-Claude faisait admirablement le pont entre les éducateurs en formation et les formateurs. Quant à moi j'étais, bien sûr, l'intellectuel et l'idéologue de la bande. Mais aussi le plus jeune, et le plus empoté dans le monde des choses, si bien que sur bien des points, ma parole avait peu de poids au chapitre. Par la suite, nous avons été plus nombreux, les points forts et les points faibles ont été moins clairement répartis, et, comme partout, les effets d'envie et de rivalité ont commencé à jouer.

J'interprétais la position de directeur comme celle de porte-parole, celui dont la signature authentifiait vis-à-vis des tiers les décisions collectives. Quelques uns ont d'ailleurs posé la question d'une redistribution égalitaire de la masse salariale. C'étaient les plus idéologues, et les autres faisaient un silence poli. Moi j'étais partagé: idéologiquement plutôt favorable, mais conscient qu'on ne se débarrasse pas comme ça de la loi de l'offre et de la demande, que ceux que la décision défavoriserait pourraient y trouver motif à chercher une place ailleurs, tandis que les autres se trouveraient au contraire prisonniers des avantages qu'ils ne retrouveraient pas autre part. Il m'a fallu quelques années pour résoudre le dilemme à titre personnel en renonçant sans le claironner à mon classement indiciaire de directeur et en me faisant reclasser comme formateur, chargé des fonctions de direction. J'étais conscient de pouvoir me payer ce luxe parce que c'était pour moi un revenu d'appoint, l'université n'ayant pas fait de difficulté pour accepter ma demande de cumul. En fait je ne sais même plus si c'est ma feuille de paie qui avait diminué ou ma charge horaire qui avait augmenté.

Quand nous avons peur d'être en difficulté financière, personne d'autre que nous ne pouvait prendre les décisions, douloureuses ou non. Certes, cela nous rendait volontiers revendicatifs vis-à-vis des pouvoirs publics, nous étions prompts à redoubler nos démarches policées à la DRASS ou au ministère par de l'agitation de type syndical, à coups de tracts et de convocations de la presse. Il n'y avait pas d'employeur pour faire écran ou amortisseur. Mais au bout de deux ou trois fois, notre battage ne faisait plus beaucoup d'effet, nos meilleurs alliés nous renvoyaient gentiment qu'on avait déjà beaucoup crié au loup et que nous nous en sortions toujours.

Il faut dire que des crises financières, il y en avait à répétition. Au départ, nous avons été des enfants gâtés, bénéficiant sans nous en rendre compte d'un double effet d'aubaine. Le premier venait de ce que la ligne "Enfance Inadaptée" du budget de l'État bénéficiait dans la classe politique du lobbying intense des associations de parents et de la charge émotionnelle largement répandue sur laquelle jouait ce lobbying: en 1966, elle fut la seule ligne du budget dont le montant sortit augmenté de la discussion parlementaire. Or ces crédits ne profitaient pas directement aux établissements et services, financés par la Sécurité Sociale ou l'Aide Sociale à l'Enfance, mais ne servaient qu'à financer les CREA et les écoles, plus les subventions d'État aux associations. Le second effet d'aubaine vient que nous avons été financés au départ comme tout le monde au prorata de nos effectifs, alors que la formation se déroulait pour la majorité sur quatre ans et non sur trois. Mais ce n'eut évidemment qu'un temps. Dès lors que les écoles d'éducateurs furent rattachés à un bureau des formations sociales disparut leur rente de situation. Et ledit bureau, au bout de deux ans, obligé de regarder ses sous de plus près, commença à compter les éducateurs en formation en cours d'emploi pour les 3/4 d'un élève en voie directe. Enfin à partir de 1974, à la suite du premier choc pétrolier, il fallut s'habituer comme tout le monde à un environnement économique sorti des trente glorieuses, et dans lequel le "welfare state" et les dogmes keynésiens étaient de moins en moins d'actualité. Comme la notification des subventions arrivait, au mieux, en mars; celà nous faisait des sueurs froides à

chaque printemps ou presque.

Face à ces soucis comme à tous les autres, —rien de plus que le pain quotidien de toutes les institutions, la cohésion de l'équipe a bien résisté les dix premières années. Il y eut cependant dans les années 80 et 90 des moments beaucoup plus difficiles, où les fleurets étaient démouchetés entre formateurs, et qui auraient pu conduire au même processus suicidaire qu'on a connu en bien d'autres endroits. Et pourtant, le bateau a tenu, ce qui prouve peut-être que la coque était plus solide que ne pouvait faire croire l'état des ponts supérieurs. Celle qui m'a succédé n'a cependant pu qu'exiger la liquidation de la forme autogestionnaire: celle-ci n'était plus en mesure de contenir les tensions internes. Joseph HOURS employait à propos du second Empire la métaphore de Milon de Crotonne, Napoléon III d'abord assez fort pour tenir écartées les deux moitiés d'un arbre fendu, puis écrasé par elles dès qu'il avait commencé à faiblir. L'autogestion a bien fonctionné comme conteneur aussi longtemps qu'elle a été soutenue par le mythe de la fondation, d'une part, les "illusions lyriques" de l'après 68 d'autre part.

Il reste que, si ce fonctionnement institutionnel "visible" ressemblait par bien des traits à celui de la plupart des institutions ou mouvements issus de l'efflorescence de 1968, RP fait quand même partie des rares qui subsistent encore presque quarante ans plus tard, et que malgré de substantielles adaptations de la structure à un monde qui a évidemment beaucoup changé, j'ai de multiples indices et échos, (notamment de la part de gens qui ignorent absolument mes liens avec l'histoire de cette institution), prouvant qu'on y respire toujours, pour l'essentiel, le même air. J'ai la conviction que si nous avons eu, malgré bien des vicissitudes, les moyens de contenir et d'élaborer à mesure ce qui ailleurs se déployait sans garde-fous, c'est parce que, contrairement à un propos qui m'avait été rapporté à l'époque, et qui définissait RP comme un "lieu où l'on croit que le monde a commencé en 1968", c'était un creuset où ont pu jouer et débattre, sans risques de mises à mort réciproques, des racines généalogiques très opposées. Et cela parce que l'essentiel était ce que j'ai essayé d'évoquer plus haut, et qui opérait discrètement, à l'abri en quelque sorte de ce remue-ménage tonitruant, dans les groupes d'APE, dans les colloques singuliers entre formateurs et éducateurs en formation, dans les guidances de travaux; qui aurait aussi bien existé dans un tout autre moment d'histoire, avec un tout autre style apparent— il était d'ailleurs tout aussi actif à LP, dont la vie institutionnelle était bien moins spectaculaire (pour ne pas dire hystérisée; un "essentiel" qui enfin profitait de la même façon aux salariés (moi-même aussi bien que les autres) et aux éducateurs en formation: nous aussi nous prenions soin de nous à notre façon en prenant soin des autres. Et je crois bien que c'est encore vrai de ceux qui ont pris la relève.

IV. HORS LES MURS

A. AU PLAN RÉGIONAL

Nos relations avec les établissements, à travers les “visites de stage” notamment étaient relativement intenses. Évidemment il ne s’agissait pas vraiment de stagiaires, nos éducateurs en formation étaient en poste en responsabilité, et notre rôle était le plus souvent un rôle de médiation dans les conflits qui pouvaient surgir. Malgré nos efforts pour y être le plus neutres possible, nous étions bien souvent perçus comme leurs avocats — “vous couvrez vos petits”, nous disaient ceux qui nous étaient le plus favorables. Le tout dans le contexte de la relation prodigieusement ambivalente qui a toujours existé entre les terrains et les écoles, et qui ne nous était pas propre.

Sur la question des conditions d’emploi, nous cherchions à imposer une convention tripartite prévoyant la prise en charge par l’employeur des temps de formation (une semaine par mois et surtout un trimestre entier avant les épreuves du DEES) et les stages courts par permutation. L’un de nos échecs fut, faute d’avoir dépensé assez d’énergie à travailler avec les syndicats de salariés à l’échelon national, de ne pas avoir pu adosser cette convention à des dispositions de la CC de 1966: si le statut “d’éducateur de contact en formation” y a bien été assez vite prévu par un avenant, il était muet sur les conditions de prise en charge de la formation. Au fil des années, il fut de plus en plus difficile d’obtenir la signature de la convention; ni nous ni les éducateurs en formation n’étions en position de force et bien des éducateurs durent se débrouiller non sans mal pour récupérer leurs absences ou les assumer financièrement.

Avec les autres établissements de formation, nos relations furent d’abord très occasionnelles. Elles prirent de la consistance dans le cadre du “pool” lyonnais chargé des actions d’adaptation. Ce fut surtout le domaine de Damien RISPAL, vieux routier de la négociation. Et puis il y eut entre 1972 et 1974 l’énorme remue-ménage lié au projet ministériel d’imposer des “IRFTS”. Pour nous, en l’état, c’était une menace mortelle. Mais nous savions bien qu’une résistance purement négative ne ferait que nous fragiliser et nous avons joué à fond le jeu des réunions interminables. A vrai dire, personne n’en avait vraiment envie, et tout le monde sans le dire jouait la montre, ce qui a fort bien marché — nous n’avions pas été longs à comprendre que les grands projets séculaires des politiques ont une durée de vie assez courte. Mais au passage, nous nous sommes jaugés, avons noué des vrais réseaux d’alliances et d’antagonismes intriqués. Ce fut notamment la première jonction entre l’univers des Assistantes sociales et celui des Éducateurs Spécialisés, deux cultures finalement très étrangères, même si quelques ponts avaient préexisté, par exemple à travers la section “moniteurs-éducateurs” de l’École de Service Social du Sud-Est, ou, sur le terrain, les services d’AEMO peuplés à part égales des deux professions dans les mêmes fonctions. Il semble que nous y ayons fait très peur, et en particulier que sans m’en rendre compte, j’y aie fait très peur. Amédée THÉVENET, qui observait la scène avec gourmandise depuis son poste à la DRASS, brodait des années après sur les fantasmes de viol des AS et prétendait que j’y avais tenu le rôle du “grand violeur”. Plus modestement, je crois y avoir surtout été l’éléphant dans le magasin de porcelaine. Et derrière la plaisanterie, il y avait cette vérité d’un choc entre un monde de femmes et un monde où hommes et femmes tenaient depuis l’origine des places équilibrées; et par là entre un monde où le pusionnel terrifiait et un monde où on aimait à jouer avec.

D’autre part, nous avons adhéré au CREA I dès 1969, et, dans la foulée, par souci de renforcer notre inscription dans le tissu régional, nous nous sommes présentés et avons été élus au CA. Là, ce ne fut pas une partie de plaisir. Autant nos liens avec la plupart des directeurs étaient, au mieux complices et chaleureux, au pire corrects, autant les associations, à l’exception du Prado dirigée par Roger RIBBE et de l’Association Régionale des IMC dirigée par Henri CASTILLA, nous étaient franchement hostiles. Et comme c’est moi qui dans les premiers temps

y représentais RP, et qu'à à peine plus de trente ans et sortant de mai 68, je ne faisais rien pour mettre de l'eau dans mon vin, ça ne s'est pas arrangé avec le temps. La tension était particulièrement forte avec l'Œuvre des Villages d'Enfants qui, comme son nom ne l'indique pas, gère des établissements parfaitement conventionnels, et qui, fortement liée à l'Education Nationale et bastion d'un PC encore très stalinien, voyait en nous le paradigme des gauchistes ("une bande de PSU", y disait-on, alors que strictement aucun de nous n'adhérait à aucun parti que ce soit). Mais le point culminant de la tension fut quand une grève dure éclata dans l'un des établissements directement gérés par le CREAMI, et que nous fûmes évidemment les seuls à prendre le parti des grévistes devant le CA. Par la suite, j'ai proposé qu'André DRECQ, homme pondéré et connu de tous depuis longtemps dans la région prenne ma place dans cette délégation, mais c'était trop tard. Au renouvellement suivant, on présenta une candidature manifestement concertée contre nous et nous fûmes éjectés. Cela dit, nos relations avec le président, l'avocat Yves BERGER, et les deux complices qu'il avait fait entrer, l'un à la direction du CREAMI, Pierre ANGLARET, l'autre à l'IFES, Bernard DOREL, étaient tout-à-fait saines et correctes, et par moment complices.

B. AU PLAN NATIONAL

1. À propos des politiques sociales

A votre question à ce sujet, je ne peux faire ici qu'une réponse à deux étages.

Au premier niveau, la phrase qui m'est venue spontanément est: la politique sociale je m'en foutais complètement et je m'en fous encore. J'observais avec étonnement certains éducateurs et certains formateurs se mobiliser pour étudier, par exemple, le rapport dit "BIANCO-LAMY". Et je me souviens fort bien d'un dimanche matin où je traînais, seul, dans les murs de l'école, et où, tombant dans le courrier sur une pub quelconque pour un colloque ou une publication sur le thème "La politique sociale", je me suis mis à écrire un texte qui commençait ainsi "La politique sociale, qu'avais-je à en faire?"

Entendons nous: comme citoyen ou dans le cadre d'une pensée politique j'attache beaucoup d'importance à la politique sociale au sens originaire d'intervention de l'appareil d'État dans les rapports sociaux. Mais j'étais déjà très conscient à l'époque, et je l'ai depuis théorisé de façon plus charpentée en proposant le concept de "mésinscription", que la question qui m'intéressait et m'intéresse au premier chef, le traitement de ce qu'on appelait alors communément "la déviance", est d'une autre nature. Si la question vous intéresse je vous enverrai des textes. J'en retiendrai surtout ici la conclusion: que, quelle que soit la société, quelle que soit l'époque, quelle que soit l'idéologie politique affichée, l'objet de ce traitement social (bien au delà de ce qui relève de "la politique") est de réduire les effets sociaux de la violence symbolique produite du fait de leur seule existence par les espèces disparates qui en sont l'objet, et qui est le seul lien réel entre elles. De ce fait, par rapport aux enjeux des sujets concernés, et notamment à leur souffrance psychique, ce traitement social est, au mieux, neutre, distribuant aléatoirement des effets heureux ou nocifs; et, au pire, désastreux, la contre-violence, ouverte ou retournée en sollicitude, étant le mode de réponse social le plus simple à cette violence symbolique.

Cela dit, il y a, et je pense il y a toujours eu, dans les dispositifs spécialisés voués à mettre en scène institutionnellement ce traitement social diffus, des acteurs dont l'enjeu personnel majeur est de faire alliance avec la souffrance des sujets pris dans les effets de la stigmatisation, parce qu'ils y retrouvent quelque chose de leur propre part souffrante, de leurs propres ruptures identitaires, de leur propre peine à se constituer unifiés. Pour ceux là, la stratégie n'est pas de s'identifier à la fonction sociale réelle de l'appareil qui les emploie, mais au contraire d'y organiser une résistance ouverte ou masquée, la résistance masquée n'étant pas la moins efficace (et en laissant ici de côté une autre question majeure qui est leur propre contradiction interne entre l'alliance avec ce que j'appelle l'objet mésinscrit et les mouvements de contre-violence).

Résistance dont le meilleur modèle pourrait être celle des *marranes* espagnols: qui n'a rien d'une stratégie froidement machiavélique, évidemment, qui est un aménagement spontané et intuitif des contradictions à la fois psychiques et sociales; engendrées par le renvoi en miroir entre deux jeux à front renversé: celui des institutions, qui n'existent que pour réduire le trouble social résultant de la déviance, mais ne peuvent que le faire sous l'invocation du bien supposé de l'objet de leurs "soins"; et le leur propre, entre identification à la souffrance de l'objet, et prise au pied de la lettre du but social affiché de l'institution qui les emploie.

A l'étage au dessus, ce qui entraine en jeu est la question de la politique d'alliance optimale pour organiser cette résistance, Bien entendu cette terminologie stratégique n'est là non plus pas à prendre au pied de la lettre, les choix calculés n'étant que la partie émergée d'un iceberg pour l'essentiel intuitif, voire inconscient. En l'occurrence toutefois, il n'a fallu que quelques années pour que ce qui va suivre devienne pour moi explicite.

Dès mes premiers contacts avec l'univers de la rééducation, j'ai développé une

méfiance viscérale, confinant à l'hostilité, à l'égard de ceux que j'appelais "les notables"- ceux qui composaient les conseils d'administration. Pourtant, que je n'avais encore perçu à cette époque aucun contentieux entre eux et les directions ou les équipes. J'avais fréquenté des établissements totalement contrôlés par leur fondateurs, dont les CA n'étaient qu'au pire des chambres d'enregistrement et au mieux d'utiles conseillers juridiques, politiques, administratifs et financiers. Outre sans doute une position de classe — j'étais originaire d'une petite bourgeoisie très modeste, enfant de la laïque bien qu'alors très croyant, et supportais mal un univers dont les codes de "distinction" m'échappaient sans me paraître pour autant enviables, — je les voyais confusément comme des parasites s'appropriant à bon compte les bénéfices narcissiques du travail des éducateurs, cette profession encore naissante que j'avais hautement idéalisée; et comme plaquant une chape de moralisme bien-pensant sur une pratique dont je voyais trop bien l'incertitude, la peine et le risque.

Par la suite était arrivé mai 1968, qui avait soulevé d'intenses réflexions, activées en particulier dans le cadre du séminaire dit d'épistémologie que j'ai animé dans les années suivantes. Entre autres choses, je l'ai interprété comme un épisode aigu d'un basculement en cours d'une société "paléo-industrielle" à une société "néo-industrielle": je continue à préférer ces termes à ceux, survenus plus tard, sous des plumes plus éminentes que la mienne, de "société post-industrielle" ou "postmoderne". Dans la sphère des pratiques sociales, cela se traduisait par l'opposition d'un "modernisme" à un "traditionalisme", le premier étant soutenu par le développement d'une technostructure que dénonçait vigoureusement le mouvement soixante huitiste, alors qu'ils travaillaient dans le même sens à des étages différents (ce qui s'est bien vérifié ensuite dans la facilité avec laquelle de virulents gauchistes se muaient en excellents technocrates).

Ce long détour pour expliquer que nous trouvions nos meilleurs alliés, d'une part dans la technostructure "éclairée", d'autre part dans la postérité du mouvement soixante-huitiste. Sans, pour ma part au moins, adhérer inconditionnellement ni à l'une ni à l'autre. Ni la dénonciation des méfaits, tantôt bien réels, tantôt quelque peu forcés pour les besoins de la démonstration, des sociétés capitaliste ou bourgeoise, ni les bonnes intentions des technocrates, ne m'ont jamais paru toucher au cœur de la "vraie question", même s'il y avait, dans les unes comme dans les autres, du bon grain à piocher au milieu de l'ivraie. La vraie question étant de pouvoir travailler à ce travail de Sisyphe: protéger les êtres mal inscrits, sans doute parce que j'ai toujours été des leurs, de la violence déguisée en sollicitude.

Comme les réformes initiées par Bernard LORY marquaient le passage d'une administration à l'ancienne à un fonctionnement technostructurel, nous étions plutôt favorables. Cela dit, la qualité des personnes était un critère sûrement plus important que tout autre dans nos jugements (en tout cas dans les miens). Ainsi, j'ai déjà dit la grande estime, quasi filiale, où j'avais tenu Bernard LORY. Mais c'est parce qu'il était le prototype de l'honnête homme, droit et intelligent. Cela ne nous empêchait pas de mépriser profondément Yves CHEMARIN, qui était la caricature du technocrate idéologue. J'ai un jour exprimé à Bernard LORY mon étonnement de voir la confiance sans limite qu'il lui avait faite en le laissant piloter sans contrôle l'usine à gaz des actions d'adaptation. Il m'a répondu en invoquant ses compétences gestionnaires, (dans laquelle il me semblait qu'il y avait d'ailleurs beaucoup de poudre aux yeux, mais je n'ai rien dit...), domaine où lui-même se sentait mal à l'aise (un comble pour un Conseiller à la Cour des Comptes!). Quand on sait comment cette confiance a été récompensée...

De la même façon, sans avoir le souvenir d'une différence notable de politique, je ne mettrais pas sur le même plan Marie-Madeleine DIENESCH, (que Jean UGHETTO appelait "la cheftaine", ce qui ne l'empêchait pas de se comporter dans son fief breton en bonne politicienne de sous-préfecture), et René LENOIR, qui était lui aussi fondamentalement un honnête homme, même si la naïveté et le simplisme de ses élucubrations sur les "exclus" m'agaçaient souverainement.

2. Le Comité d'entente et le groupe Y

Il semble d'après vos questions que cet aspect tienne une grande place dans votre étude. Mais il faut souligner d'entrée qu'elle resta fortement coupée de la vie interne de RP. C'était le domaine exclusif de Monique ALLIOD et de moi-même, et nous y avons, en effet dépensé beaucoup de temps et d'énergie. Les autres nous faisaient confiance. D'abord cela nous intéressait à titre personnel. Nous étions aussi les seuls qui avions de ce type de liens "politiques" une certaine expérience antérieure. Mais ce qui en résulte, c'est que cet aspect de notre pratique "à deux" était relativement découplé des enjeux propres de Recherches et Promotion — le seul lien, implicite, était qu'avoir une certaine "surface" aux plans régional et national paraissait important pour protéger l'institution d'accidents aléatoires, un peu selon le concept géopolitique de "glacis".

Ce n'était peut-être pas tout -à- fait vrai au début, disons les deux ou trois premières années. J'ai moins le souvenir de la présence de Monique ces années là. Je me souviens clairement que nous avons participé ensemble aux journées de Bordeaux, en 71-72, et il me semble qu'elles ont marqué le tournant. Auparavant j'étais surtout occupé à essayer de faire passer notre idée du cours d'emploi devant un public qui m'écoutait poliment, mais devant qui j'avais le sentiment de parler une langue étrangère. J'ai souvenir de deux textes, que vous avez peut-être retrouvés dans les archives du CEECFES. L'un était un exposé presque didactique de cette conception. L'autre était un texte très engagé, voire polémique, qui commençait par "Le cours d'emploi est menacé, dit-on", à la suite d'une phrase de Jean HASSLER rendant compte d'une entrevue avec le ministère et disant clairement qu'il avait compris que pour ses interlocuteurs, le cours d'emploi risquait de disparaître à assez court terme.

A partir des journées de Bordeaux, nous voyons arriver en nombre toute une nouvelle génération de formateurs, le plus généralement sociologues et psychologues de formation, et totalement représentatifs de la mouvance post-soixante-huitiste. Instantanément, nous nous retrouvons en phase avec eux sur l'essentiel. Cette année là, le leader fut sans conteste Jacques BAUCHARD, alors formateur à Strasbourg, opposant officiel de Marc EHRHARD, qui visiblement l'aimait beaucoup, et je suis persuadé que l'affection et l'estime étaient entre eux réciproques. Jacques l'appelait "le Marc flottant", Marc se moquait de sa référence obsédante à LOURAU... Mais le courant passait. En revanche, au Comité d'entente, Jacques a soulevé énormément de peur et donc d'hostilité. Une sorte de clan oppositionnel s'est structuré là. Il était suivi comme son ombre par Jacques SALOMON, alors formateur à Dijon, je crois.

Ni l'un ni l'autre ne sont restés longtemps dans le circuit de la formation d'éducateur spécialisé. Dès 73, Jacques BAUCHARD est devenu chargé de mission "Formation Continue" à l'université de Strasbourg a commencé à monter le RIFF, puis a passé sa thèse et a commencé sa carrière universitaire à Créteil. Quant à l'autre Jacques, je ne sais ce qu'il a fait au juste avant de trouver sa vocation de gourou médiatique de la relation conjugale.

C'est en effet à Vaucresson que le "groupe Y" (histoire de ne pas l'appeler le "groupe X) s'est constitué. Je m'y sentais un membre parmi d'autres, jusqu'à ce qu'un formateur de je ne sais où, manifestement psychologue, et manifestement piqué d'intellectualisme, vienne passer quelque temps en silence avec nous, histoire de savoir ce que nous pouvions bien nous dire. Ma surprise fut grande de l'entendre rapporter, non ce que nous disions (d'ailleurs nous en rendions compte en AG) mais qu'il avait surtout vu un groupe, je cite, "suçotant le *phallus linguae d'HENRI*"... Quand on cherche une scène primitive, évidemment, on la trouve. J'imagine donc que j'y tenais un certain leadership, comme peuvent aussi le faire penser la façon dont me citent au passage les auteurs des *Socio-clerics*, d'une part, et Jean-Marie GENG dans les *Mauvaises pensées d'un travailleur social*, d'autre part. Mais la forte personnalité et le haut niveau de réflexion des participants excluaient tout-à- fait que j'y tienne un rôle aussi déterminant que cet observateur pressé et pas forcément bienveillant y avait cru voir.

Outre les précités, il y avait là l'équipe d'Olivet (je suis désolé d'avoir oublié le nom de son directeur dont j'ai pourtant un souvenir très vivace —encore un qui sortait du vivier de Strasbourg, comme d'ailleurs J.M. GENG, et, d'une autre façon, A.M. BEYSSAGUET qui y avait fait ses études de philosophie et y avait connu de près les situationnistes). D'autres étaient plutôt isolés dans leurs écoles, et avaient le sentiment de venir un peu respirer avec nous.

Je n'ai pas un souvenir précis de la thématique de nos échanges. Nous remuions tout ce qui faisait l'air du temps, notamment une lecture politique et critique d'un travail social qui de tradition se voulait apolitique, ou plutôt métapolitique. L'équipe de Rouen n'y était pas, je pense que leurs références trotskistes et volontiers ouvriéristes n'étaient pas exactement les mêmes; et je crois bien qu'on ne les voyait plus beaucoup au Comité d'Entente. De même Vic-le-Comte, était complètement absent, alors que je pense qu'on aurait eu de nombreuses convergences. J'avais d'ailleurs éprouvé beaucoup d'estime et d'amitié pour Jacques LADSOUS à l'époque du GEMESF, il m'avait même fait intervenir aux CEMEA sur le concept de "cas social". Donc la mouvance que vous évoquez —VERDES-LEROUX, GITS, Champ social — faisait bien partie du même horizon culturel. Mais je n'ai pas eu personnellement ces années là d'autre espace de militance ou de recherche intellectuelle. A vrai dire, tout ce que je vous ai décrit m'occupait déjà bien assez.

En fait la thématique n'était peut-être pas le plus important: elle était un indicateur d'appartenance, au même titre que notre langue commune, nos modes de vie, etc. Nous nous sentions de la même espèce dans un milieu dont les repères et les habitus étaient autres. Significativement sans doute, autant à l'intérieur de RP la marge de tolérance à l'altérité était grande, permettant un vrai travail d'interculturalité au sens large, autant à l'extérieur se rejouait quelque chose de la guerre. Entendons nous; alors qu'à l'intérieur de certaines écoles, c'était vraiment la guerre (en fait foi le licenciement des trois complices de l'École de l'avenue Parmentier, dont les *Socio-clerics* relate la chronique), autant les enjeux au Comité d'Entente étaient suffisamment neutralisés pour qu'il y ait du psychodrame dans cette "guerre" là. En quelque sorte, je crois que le CEECFES était bien plus une scène, sur laquelle jouer notre partition et identifier nos proches, qu'une citadelle à conquérir. Et je le répète, pour ma part, je ne mettais certainement pas dans le même sac les directeurs-fondateurs à l'ancienne, que j'estimais et estime toujours profondément, et ceux qui s'étaient retrouvés là au fil d'un processus bureaucratique et que je voyais avec pas mal de mépris comme des ronds-de-cuir de la formation.

Il est vrai qu'en 74-75, cette opposition s'est cristallisée sur la question des statuts du Comité. La question de sa représentativité auprès des pouvoirs publics avait soulevé le lièvre de sa nature juridique. Tant qu'il n'était que ce que disait son nom, un comité, la question ne se posait pas. S'il devenait un organisme avec des fonctions "officieusement officielles", se posait évidemment la question de procédures authentifiant les décisions et prises de position de la personne morale: et l'on s'apercevait alors qu'on ne savait tout simplement pas qui étaient les adhérents de cette association. Des personnes physiques, et si oui lesquelles? les directeurs ès-qualité? les formateurs? ou les personnes morales gestionnaires, qu'on n'avait jamais vu s'intéresser directement à ses travaux?

La question soulevée n'avait rien de formel. Une école, c'est qui? ou plus précisément: dans une institution traversée par de multiples contradictions, comment à travers le jeu des compromis, des effets de majorité et de minorité...et des rapports de domination de toute espèce se métabolise l'unité d'une personnalité juridique?

Le présupposé autogestionnaire nous avait forcés, à RP, (et je pense avoir été particulièrement vigilant sur ce point), à ne pas laisser cette question dans le flou. J'ai saisi l'occasion de transposer sur la scène du Comité d'Entente en proposant un système où les adhérents étaient, non pas les directeurs (comme dans les débuts) ni les personnes morales (pourquoi faire entrer dans la bergerie un loup qui n'y songeait même pas), mais les équipes. J'avais proposé des solutions précises pour donner un contenu juridique sans équivoque à cette

notion. Je dois reconnaître que c'était, là aussi, une sorte d'usine à gaz: mais, au fond, je n'ai jamais eu la moindre illusion sur les chances que ce projet avait de passer, et sa faisabilité importait moins que sa capacité à faire avancer la réflexion sur les questions de fond. Je peux bien le dire maintenant, j'ai été proprement stupéfié qu'il obtienne *in fine* environ un tiers des voix; j'anticipais un score parfaitement confidentiel...

A partir de 1976, mon investissement du Comité d'Entente s'est estompé, à la fois du fait des aléas de ma vie personnelle, du fait que la "bande du groupe Y" s'est un peu égaillée dans la nature, beaucoup quittant la formation pour voguer vers d'autres horizons, du fait que j'ai repris à ce moment là la responsabilité d'une promotion, et par la suite, du fait du réinvestissement de l'université qui a abouti à la FPP.

Liste des acteurs notables dans les deux premières années de RP

Les noms sont suivis de l'année de naissance. Pour ne pas trop alourdir, n'y figurent pas ceux qui sont entrés en jeu après 1971, dont beaucoup ont pourtant été mentionnés plus haut. Si cela vous intéresse, je peux vous fournir les coordonnées de ceux qui sont encore de ce monde et dont je n'ai pas perdu la trace.

ALLIOD Monique (1932)

Formatrice à l'EFPP de Paris, où j'ai fait sa connaissance, avant de faire partie de l'équipe de RP de la fondation jusqu'à sa retraite. Elle a été, d'une part la pédagogue de la bande, et d'autre part a partagé avec moi les préoccupations de "politique extérieure" notamment au Comité d'entente et dans les relations avec les écoles de TS de la région.

Marius ALLIOD (1930)

Le mari de Monique, qui l'a suivie à Lyon en 1969 (il était d'ailleurs originaire de la région), et est intervenu à partir de cette date à l'IFES. Tout en continuant quelques années cette collaboration, il a repris au bout d'un an la place de J.M. BARTHEZ à RP (quoique avec un statut de personne ressource à la demande et non plus comme intervenant automatiquement programmé à chaque session). Lui aussi y restera jusqu'à sa retraite et lui aussi a tenu une place considérable, centrée essentiellement sur la formation théorique.

BARCET Marie-Claude (1945)

Première secrétaire de RP, elle a très vite fait de son secrétariat l'espace où tous venaient parler librement, le principal de ces espaces espace interstitiels qui sont le cœur des institutions, avant de se reconverter elle même dans le travail social (elle s'est d'ailleurs retrouvée en formation à RP de nombreuses années plus tard).

BARTHEZ Jean-Marc (vers 1930?) Sociologue qui m'avait été recommandé par un collègue de l'université. Ses interventions très classiques dans la forme n'étaient guère au diapason de la dynamique qui se développait et lui-même a arrêté sa collaboration au bout d'un an. Il

a été remplacé par Marius ALLIOD,.

BICHET Bernard (1936)

Après avoir été éducateur au foyer des Peupliers à Villeurbanne, avec André GIBELIN et André DRECQ, il avait fondé le Foyer René Sornay, à Villeurbanne également, sur des principes à la fois très psychosociologiques (tendance ARIP de l'époque) et autogestionnaires. Embauché à mi-temps en 1970 pour le démarrage de la 3e promotion (deuxième année de fonctionnement).

BOUVARD Claude (vers 1930?)

L'un des tous premiers psychologues de la région Rhône-Alpes, bien avant l'existence du Diplôme de Psychologue Praticien - je réalise que j'ignore sa formation initiale, en tout cas je ne crois pas qu'il ait été conseiller d'O.P. comme beaucoup des ancêtres de la psychologie. C'était une figure bien connue dans tout le microcosme régional. Il intervenait comme chargé de cours à l'université, et André VIALLE le connaissait également. Travailleur insatiable, tenant comme toute sa génération d'une psychologie très "techniciste", il nous avait monté un modèle de sélection très affûté, qui a perduré très longtemps dans ses grandes lignes, mais a fonctionné dans une inspiration très éloignée de la sienne, fruit de l'interaction entre des éducateurs de terrain et des psychologues proches de la clinique psychanalytique. Comme B. du POUGET et J.M. BARTHEZ, il n'a pas tardé à sentir la distance entre ses repères et la dynamique institutionnelle et à s'éloigner.

DE LATOUR Suzanne (1930??)

Ancienne religieuse amenée par Marius ALLIOD, et embauchée en même temps que Bernard BICHET. Son référentiel était essentiellement un humanisme religieux "moderniste" très orienté vers l'apaisement des conflits. Elle n'a pas poursuivi plus loin que la promotion qu'elle avait en charge et a repris ensuite une direction d'établissement..

DRECQ André (1928)

Avec André GIBELIN, l'un des deux piliers du Foyer des Peupliers. Aussi réservé et discret que GIBELIN était disert et flamboyant, il y incarnait la solidité. André VIALLE et lui étaient proches, d'une amitié peu spectaculaire mais profonde et durable. Ainsi DRECQ avait-il été le seul participant extérieur au Rucher invité par VIALLE à un cycle d'introduction à la psychologie qu'il m'avait demandé d'assurer au RUCHER. Ainsi encore m'a-t-il proposé son nom tout de suite pour l'équipe de démarrage de RP. Ainsi enfin l'a-t-il fait venir au Rucher plus tard comme directeur adjoint. A RP comme au Rucher, il a tenu la même place, fidèle second intelligent, discret, solide, sensible et réaliste; "avec son "petit certificat d'études", comme il disait souvent, il incarnait exactement le profil d'éducateur que nous souhaitions recruter et était à ce titre un pôle d'identification précieux.

du POUGET de NADAILLAC Bruno (1934) Salésien qui avait fait des études de psychologie dans le fil d'une remarquable action de prévention bénévole dans l'ouest lyonnais, il était depuis peu assistant à l'université. Au vu de son parcours antérieur il me paraissait tout indiqué pour le pôle psychologique des apports théoriques. Mais comme J.M. BARTHEZ, il a été déstabilisé par la dynamique des promotions, s'accrochant à des apports de savoir assez classiques, et comme lui a décroché au bout d'un an.

FUSTIER Paul (1937)

Bien connu par tous ses travaux et ses interventions, il était un peu mon jumeau à l'université. En 68 nous avons été nommés les "assistants rouges" (mais la fibre politique le tenait moins que moi...). Il avait déjà un réseau très serré de liens avec les établissements d'éducation spécialisée, et après le départ de B. du POUGET, il est devenu très vite l'une des personnes ressources majeures. l'expérience de RP l'intéressait beaucoup, et il s'en est beaucoup servi pour son livre *Pouvoir et*

Formation.

HENRI Alain-Noël (1938)

cf. les premières pages de ce témoignage

JACQUET Marc (1938)

Ferronnier d'art, très impliqué dans les stages d'initiation aux techniques artistiques pour enfants. Je l'avais connu à ce titre dans la petite ville où je résidais alors et lui ai proposé la haute main sur l'ensemble de ce qu'on appelait les "techniques éducatives". Il est resté à ce poste jusqu'à sa retraite (si bien qu'il est celui qui a fait à RP la plus longue carrière). Organisateur hors pair, il a tenu de main de maître un dispositif à la fois souple et rigoureux - c'est toujours la rigueur qui permet à la souplesse de durer, A l'écart de tout ce qui pouvait ressembler au "psychodrame institutionnel", qu'il considérait avec une discrète ironie, il n'en faisait pas moins vivre un espace qui comptait beaucoup dans le processus de formation, moins par les apports techniques eux-mêmes que par le contrepoint qu'il autorisait: Les stages techniques étaient un peu aux sessions régulières ce que les "transferts" pouvaient être dans les internats, des moments d'une sociabilité différente.

LACROIX Jean (1900)

Philosophe aujourd'hui tombé dans le purgatoire, très proche de MOUNIER, qui avait **beaucoup compté dans la trajectoire d'André VIALLE comme dans la mienne.** Il avait accepté d'occuper la présidence de l'ACFPS pendant la première année, où un conseil d'administration classique permettait d'attendre que le dispositif autogestionnaire prévu dès l'origine par les statuts se mette en place. Comme les autres membres du CA, il s'est effacé ensuite conformément au plan prévu.

PHILIPPE Marie-Françoise (1946)

La première des jeunes psychologues de la génération de 1968 à nous rejoindre, elle avait d'abord été embauchée par Loire Promotion comme salariée permanente avant d'intervenir comme vacataire à RP à partir de 1970.

PLANCHER Marie Madeleine (1930 ou 1932) Je l'avais également connue comme étudiante à l'université, où elle avait entrepris tardivement des études de psychologie . Elle a tenu plus de vingt ans la bibliothèque. A partir de cette place, elle a rempli une fonction d'aide individuelle, notamment pour tous les travaux écrits, et notamment auprès de ceux qu'effrayaient les formateurs trop connus comme "intellectuels"; discrète, réservée, tenace et méthodique, elle était de ceux qui, dans l'ombre, faisaient un contrepois indispensable à la tonalité certes flamboyante mais souvent brouillonne et hystérisante qui dominait dans l'espace de formation.

RAVON Edouard (1935)

Psychologue dans un établissement "phare" de la Loire (la Rose des Vents, dirigée par Jacques Berthier), il avait été contacté en 69-70 par "l'establishment" local pour ouvrir une école d'éducateurs à Saint Étienne. D'entrée de jeu il avait posé comme condition de pouvoir fonctionner sur le modèle de RP, d'où le nom de "Loire Promotion". Je n'ai pas en tête la chronologie exacte, mais il me semble que l'école avait démarré avant d'avoir formellement l'agrément, qui leur a été refusé. Pour contourner ce refus, nous avons décidé de rattacher LP à l'ACFPS en présentant formellement l'école comme une antenne de RP - ce qui a du coup très vite changé la nature de l'association: elle devait à l'origine être la simple projection de RP sur le plan juridique, et elle est devenue très vite une structure fédérative de deux établissements indépendants, qui ont donc dû se doter chacune de structures de gestion propres autour d'un "Conseil du Centre" qui était le lieu réel du pouvoir. Il serait sans doute utile que vous le contactiez.

RENDU Denise (vers 1920)

Agrégée de lettres, qu'André avait dû connaître au groupe Esprit de LYON. Elle avait été la fiancée de Gilbert DRU, l'un des fusillés que commémore le "veilleur de pierre" sur la place Bellecour à Lyon, une

page de l'histoire de la résistance qui évoque beaucoup aux lyonnais. Elle était là pour l'aspect "culture générale" et écriture. Elle était aimée et respectée, mais avait du mal à sortir de sa peau de prof avec les éducateurs. Elle n'a pas été plus loin que la première promotion.

RIBBE Roger (?)² (vers 1910??)

Président de l'Association gestionnaire des Prado, il est intervenu comme vacataire dès la première année, troisième membre de la troïka des intervenants théoriques réguliers aux côtés du "psychologue" (B. du POUGET) et du "sociologue" (J.M. BARTHEZ). Cette collaboration a duré plusieurs années. Subsidiairement, il nous a été précieux comme interface avec le monde des associations gestionnaires des établissements, où il était aussi reconnu et estimé qu'il l'était de nous. Avec Henri CASTILLA, président de l'ARIMC (association de parents d'enfants IMC), il était le seul dans ce cercle à vraiment comprendre et soutenir notre pratique.

RISPAL Damien (1935??)

Éducateur connu régionalement et nationalement pour avoir été l'un des initiateurs du mouvement syndical dans la profession, et avoir à ce titre été l'un des négociateurs de la CC. de 1966. Je l'avais connu à l'Arc-en-Ciel de Trévoux où j'avais beaucoup apprécié son intelligence, sa rectitude et sa rigueur. Il a fait partie de la toute première équipe de permanents avec André VIALLE, André DRECQ, Monique ALLIOD et moi-même.

VAN DER STEGEN Eric (1936)

Ami très proche de l'équipe du Rucher et de moi-même, il a d'abord remplacé Claude Bouvard dès la deuxième année comme organisateur de la sélection. Ce n'est que la 5e année qu'il a laissé ce poste pour s'investir dans la formation, qu'il a beaucoup contribué à tirer vers un primat de la clinique psychanalytique.

VIALLE André (1921)

cf. Textes du colloque "Rucher"

² Je ne suis plus très sûr du prénom.